L’Accord de Paris promeut l'expansion des plantations industrielles d’arbres au plan international

Dans les pays du Sud, de nombreuses communautés luttent contre l’invasion de leurs territoires par les grandes plantations d’arbres en régime de monoculture. Ces communautés ont appris beaucoup de choses au WRM. L’une de ces choses est qu’aucune plantation de ce genre n’est concrétisée sans subventions ou incitations d’institutions publiques ou privées. Or, dans la situation actuelle de crises structurelles de l’économie et du climat, l’industrie des plantations a trouvé un nouvel encouragement dans l’Accord de Paris sur le climat. En effet, l’une des principales actions proposées dans l’Accord consiste à retirer de l’atmosphère l’excès de carbone qui cause le réchauffement de la planète. Les entreprises en question pourraient stocker ce carbone dans les arbres, en multipliant leurs plantations à une échelle territoriale jamais vue.

Nous pouvons dire que, grosso modo, la superficie des plantations industrielles d’arbres s’est multipliée par quatre dans les pays du Sud au cours des deux dernières décennies. En 2012, elle a atteint 60 millions d’hectares. (1) Ce sont des plantations d’eucalyptus, de pins et d’acacias, de palmiers à huile et d’hévéas, destinées pour la plupart à produire respectivement de la pâte à papier, des produits à base d’huile de palme et des pneus. Ce qui facilite le plus cette expansion dans les pays du Sud c’est le faible prix de la terre et de la main-d’œuvre, un climat favorable qui accélère la croissance et la productivité, le soutien médiatique et le soutien politique des gouvernements du Sud, et les appareils répressifs des États qui, au lieu de soutenir les communautés locales dans leur défense du territoire, les ont criminalisées.

La crise économique prolongée ayant ralenti le rythme de cette expansion, les bénéfices des entreprises ont diminué. D’après les communautés, dans leur quête d’options de rechange ces entreprises ont trouvé dans la crise climatique un nouvel éventail de possibilités. Par exemple, la possibilité de recevoir des paiements pour le « service » que prêtent les arbres en retirant du CO_2 de l’atmosphère. En croissant, les arbres absorbent du CO_2 de l’atmosphère grâce au processus de la photosynthèse, et une partie de ce carbone reste « emmagasiné » dans le bois. Les entreprises allèguent que leurs arbres prêtent ce service de façon de plus en plus efficace parce qu’ils croissent

de plus en plus vite, et l'introduction de la plantation commerciale d'arbres transgéniques promet une productivité encore plus forte. Les entreprises considèrent aussi qu'elles pourraient recevoir des incitations pour planter des arbres pour la production de biomasse (en transformant le bois en pellets). L'énergie produite en brûlant ces pellets à la place du pétrole ou du charbon minéral serait « renouvelable » et « verte ». D'autre part, les grandes entreprises qui plantent des palmiers à huile, surtout en Indonésie et en Malaisie, proposent d'utiliser l'huile de palme comme « biocarburant ».

De plus en plus, les entreprises misent sur l'utilisation « flexible » de leurs plantations, et voient la possibilité d'en faire des usages multiples et même simultanés, d'une part en tant que puits de carbone et d'autre part en tant que matière première pour la production de papier (eucalyptus, pins, acacias), de pneus (hévéas), ou d'huile végétale (palmiers à huile). Mais, bien entendu, pour obtenir ces produits il faut un jour ou l'autre couper les arbres, de sorte que le carbone stocké est vite libéré, bien avant que les nouveaux arbres plantés puissent le réabsorber (au cas où l'entreprise déciderait de replanter). Ainsi, pour que le reboisement contribue avec efficacité à retirer du carbone de l'atmosphère il faudrait d'abord qu'il ait lieu de façon permanente. (2)

Que dit l'Accord de Paris sur la monoculture d'arbres ?

Bien que l'Accord de Paris ne mentionne pas explicitement les plantations d'arbres, il crée les conditions nécessaires pour que ce secteur soit l'un des plus favorisés.

Tout d'abord, les entreprises profitent du fait que la définition adoptée par la FAO considère comme des forêts les plantations d'arbres en régime de monoculture. Cette définition est considérée comme acceptable au plan international, y compris par l'Accord de Paris, et elle est adoptée par presque tous les gouvernements nationaux et les initiatives de l'ONU, comme les Conventions sur le climat et la biodiversité. Pour la FAO, toute étendue couverte d'arbres est une forêt, malgré le fait que les plantations industrielles envahissent le territoire des communautés, provoquent le déboisement, polluent et assèchent les sources d'eau en raison de leur croissance rapide, et consomment de grandes quantités de produits agricoles toxiques. (3)

D'autre part, l'Accord de Paris – du moment qu'il accepte la monoculture d'arbres en tant que « reboisement » – s'est fixé l'objectif ambitieux de maintenir l'élévation de la température « nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C », « de façon à parvenir à un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre au cours de la deuxième moitié du siècle ».

La dépendance de ces puits de carbone serait énorme. En effet, les plans volontaires des gouvernements pour réduire leurs émissions aboutiraient à une élévation de la température d'au moins 3 degrés, parce qu'ils ne prévoient pas de réduire de façon radicale la consommation de combustibles fossiles. À cela s'ajoute la vision simpliste du problème du climat contenue dans l'Accord : il y a trop de carbone dans l'atmosphère et la solution consiste à en extraire cet « excès ». Ainsi, on spécule sur les technologies susceptibles d'éviter l'émission de davantage de CO_2 au moment de brûler des combustibles fossiles, et de retirer en même temps du CO_2 de l'atmosphère. Ces technologies devraient offrir la possibilité de filtrer, de piéger, de retirer, d'enterrer ou d'injecter le carbone émis, pour que celui-ci reste « emmagasiné » quelque part sous terre, dans la mer ou même dans l'espace. Or, aucune des technologies en discussion n'a été testée et approuvée, de sorte qu'aucune n'est considérée comme sûre à l'heure actuelle.

Au milieu de cette confusion, les plantations d'arbres à grande échelle se présentent comme

l’option apparemment la plus fiable et efficace de « piéger » le carbone de l’atmosphère. Ses défenseurs affirment que le système fonctionne parce que les arbres fixent le carbone naturellement. Les entreprises affirment que leurs plantations d’arbres peuvent compenser le CO2 qui est émis, par exemple, quand on brûle du pétrole, et retirer en plus le CO2 « en excès » de l’atmosphère. Ce mécanisme est défendu depuis des années par les promoteurs du système REDD (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts) pour des projets dans des zones boisées.

Mais nous insistons à dire que cela ne fonctionne pas. Bien que le CO2 libéré en brûlant les arbres contienne les mêmes molécules que celui qui est libéré en brûlant du pétrole, les différences existent. Le carbone émis et capté par les végétaux, qui fait partie du cycle naturel, n’est pas équivalent à celui qui est libéré quand on extrait et brûle du pétrole, du gaz ou du charbon minéral. Depuis le début de la révolution industrielle, ce dernier est en train d’accroître considérablement le volume total de carbone de l’atmosphère car, au lieu d’appartenir au cycle naturel, il provient des stocks qui sont restés dans le sous-sol pendant des millions d’années. Même si les végétaux et les océans réussissent à absorber une partie de ce carbone additionnel, ils ne le font que de façon temporaire parce que dès que la plante meurt, par le déboisement ou par le feu, le CO2 est à nouveau libéré et retourne dans l’atmosphère.

Néanmoins, les gouvernements qui avaient signé le Protocole de Kyoto il y a des années, et qui ont signé maintenant l’Accord de Paris, ont accepté la thèse que les deux carbones étaient pareils. Cela représente peut-être la plus grande victoire des entreprises qui y trouvent la possibilité d’obtenir d’énormes bénéfices. En effet, désormais il est valable de résoudre le problème du climat « en plantant davantage de forêts » (c’est-à-dire des plantations industrielles d’arbres), soit pour « compenser » le CO2 émis par les entreprises qui brûlent du pétrole, du gaz ou du charbon minéral, soit pour retirer de l’atmosphère « l’excès » de carbone, ou pour produire du bois ou de l’huile végétale en tant qu’énergie « renouvelable » ou « propre ». En même temps, il s’agit d’une très mauvaise nouvelle pour les communautés paysannes, indigènes et traditionnelles des régions aux sols fertiles visées par ces entreprises, qu’elles soient en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, et pour toutes celles qui devront faire face à des projets de type REDD.

Remarques finales

D’innombrables communautés du monde entier ont été témoins des graves effets négatifs des plantations, et ces effets sont consignés depuis des années dans des rapports, des vidéos, des brochures et des articles publiés par le WRM et par bien d’autres organisations. Cependant, les plantations continuent de se multiplier et viennent d’être avalisées à l’échelon international, sous prétexte de la crise climatique. Tel est le résultat de la perpétuation d’un déséquilibre injuste du pouvoir, qui permet aux entreprises concernées, avec le soutien des États et de leurs appareils répressifs, de s’imposer et d’envahir toujours plus de territoires pour les transformer en plantations.

Ces entreprises ont d’autres alliés d’importance : certaines grandes ONG mettent en œuvre des initiatives néfastes auxquelles elles apposent un label de légitimité qui leur permet de montrer patte blanche pour obtenir des primes et des subventions. Tel est le cas de l’initiative du WWF dénommée « Plantations de nouvelle génération » et du système de certification FSC (4) : ils donnent une apparence écologique aux plantations industrielles d’arbres, pourtant si nuisibles, et leur donnent bonne réputation aux yeux des investisseurs et des consommateurs des produits dérivés. En même temps, ces initiatives représentent un manque de respect à l’égard des communautés concernées, qui ne sont pas prises en compte et qui ont beaucoup de mal à en discuter à cause du jargon employé.

Il est nécessaire de conjuguer tous les efforts pour renforcer la résistance des communautés des pays du Sud qui gardent encore la maîtrise de leurs terres fertiles, car elles sont dans la ligne de mire des entreprises, des gouvernements et d'institutions comme la Banque mondiale. Ces communautés sont menacées par l'expansion des plantations et, surtout, par les nouveaux projets de lutte contre la crise du climat, qui portent sur des étendues de plus en plus vastes et s'appliquent aux « paysages ». Le problème ne sera pas résolu en multipliant les critères ou les sauvegardes. Il faut rompre définitivement avec le système de production et de consommation à grande échelle et mondialisé, qui encourage le gaspillage et accroît les bénéfices de quelques grandes entreprises mais qui va détruire les fondements de la vie de nombreuses communautés.

C'est chez les communautés et dans le dialogue permanent avec elles que nous pouvons trouver des réponses, des initiatives et des options susceptibles de fortifier la lutte contre le modèle hégémonique. En fait, cela est indispensable également pour commencer à trouver des moyens de lutter contre le problème des changements climatiques.

1 - http://wrm.org.uy/pt/files/2012/06/EJOLT_PORs.pdf
2 - https://www.tni.org/en/collection/flex-crops
3 - Vous pouvez signer une lettre ouverte adressée à la FAO, publiée par les organisations Timberwatch, Salva la Selva et WRM le 21 septembre 2016, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres. Dans cette lettre ouverte nous exigeons à la FAO d'assumer sa responsabilité et d'entreprendre sans délai une révision véritable de sa définition de forêt. (Pour signer la lettre, veuillez visiter http://wrm.org.uy/fr/actions-et-campagnes/lettre-ouverte-a-la-fao-publiee-le-journee-internationale-de-lutte-contre-la-monoculture-darbres/
4 - http://www.wri.org/blog/2016/03/can-plantations-help-restore
-degraded-and-deforested-land
5 - http://wrm.org.uy/pt/livros-e-relatorios/a-consulta-do-fsc-e-
procedimentos-para-queixas-o-caso-da-veracel-celulose-no-brasil/